



CHAPITRE 81

CHAPTER 81

Loi modifiant la charte de la cité de
Thetford Mines

An Act to amend the charter of the city
of Thetford Mines

[Sanctionnée le 31 janvier 1957]

[Assented to, the 31st of January, 1957]

Préam-
bule.

ATTENDU que la cité de Thetford Mines a, par sa pétition, représenté qu'elle a besoin de pouvoirs additionnels pour faire face aux exigences de la présente expansion minière, et pour mieux assurer le bien-être de ses habitants et pour mieux appliquer le plan directeur adopté en vue du développement futur de la cité; et à ces fins il est devenu nécessaire de modifier sa charte, la loi 5 Édouard VII, chapitre 48, modifiée par les lois 2 George V, chapitre 68; 11 George V, chapitre 121; 12 George V, chapitre 109; 10 George VI, chapitre 64; 12 George VI, chapitre 59; 13 George VI, chapitre 85; 14 George VI, chapitre 90; 1-2 Elizabeth II, chapitre 73, et 4-5 Elizabeth II, chapitre 85;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 233,
a. 26, am.
pour la
cité.
Pouvoirs
généraux.

1. L'article 26 de la Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en remplaçant le paragraphe 6°, par le suivant: "6° Et en général, exercer tous les pouvoirs que la loi lui accorde, ou qui lui sont nécessaires pour l'accomplissement des devoirs que la loi lui impose. Dans les pouvoirs ci-dessus, sont compris les dépenses que peut faire la cité pour des fins de réception et de publicité, lesquelles

Preamble.

WHEREAS the city of Thetford Mines has, by its petition, represented that it needs additional powers to meet the requirements of the present mining expansion, and the better to assure the welfare of its citizens and the better to carry out the master plan adopted for the future expansion of the city; and that for such purposes it has become necessary to amend its charter, the act 5 Edward VII, chapter 48, amended by the acts 2 George V, chapter 68; 11 George V, chapter 121; 12 George V, chapter 109; 10 George VI, chapter 64; 12 George VI, chapter 59; 13 George VI, chapter 85; 14 George VI, chapter 90; 1-2 Elizabeth II, chapter 73, and 4-5 Elizabeth II, chapter 85;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 26 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by replacing paragraph 6, by the following:

"6. Generally exercise all the powers vested in it by law or which are necessary for the accomplishment of the duties imposed by law upon it. Such powers shall include the expenses that may be incurred by the city for reception and advertising purposes, which expenses shall

R.S.,
c. 233,
s. 26, am.
for city.
General
powers.

ne devront pas dépasser annuellement trois mille dollars et devront être votées et adoptées au préalable par une résolution du conseil à cet effet."

not exceed three thousand dollars annually and shall be previously voted and adopted by resolution of the council to that effect."

S.R.,
c. 233,
a. 64, am.
pour la
cité.

2. L'article 64 de la Loi des cités et villes remplacé, pour la cité, par l'article 1 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 73, est modifié, pour la cité, en y ajoutant l'alinéa suivant:

2. Section 64 of the Cities and Towns Act replaced, for the city, by section 1 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 73, is amended, for the city, by adding the following paragraph:

Dépenses
de
voyage.

"En plus, le maire et les échevins pourront, sur résolution du conseil, être remboursés des dépenses réelles de voyage qu'ils auront faites dans l'intérêt de la cité. Les remboursements à cet effet effectués dans le passé sont déclarés légaux et valides."

"In addition, the mayor and aldermen may, upon a resolution of the council, be reimbursed of the actual travelling expenses they have incurred in the interest of the city. The refunds for such purpose made in the past are declared legal and valid."

Travelling
expenses.

S.R.,
c. 233,
aa. 68d-
68e, aj.
pour la
cité.

3. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en ajoutant après l'article 68c, édicté par l'article 1 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 85, les articles suivants:

3. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after section 68c, enacted by section 1 of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 85, the following sections:

S.R.,
c. 233,
ss. 68d-
68e,
added
for city.

Commis-
sion d'ur-
banisme.

68d. Le conseil est autorisé à instituer par règlement une commission d'urbanisme, composée de cinq membres, dont un choisi parmi les membres du conseil; un représentant les propriétaires de lots à lotir dans les limites de la cité et choisi par eux; un représentant des compagnies dont les terrains miniers sont en exploitation dans la cité, et nommé par ces dernières; un représentant nommé par les chambres de commerce de la cité et le cinquième nommé par les unions ou syndicats ouvriers à la condition que ce représentant réside dans les limites de la cité. Si l'un quelconque des groupements faisait défaut de nommer son représentant, lorsque requis, le conseil pourra sur résolution à cet effet choisir lui-même le représentant des groupements en défaut.

68d. The council is authorized to establish by by-law a town-planning commission composed of five members, one of whom shall be a member of the council, one a representative of owners of building lots within the city limits and chosen by them, one a representative of the companies whose mining lands are in operation in the city and to be chosen by such companies, one a representative of the chambers of commerce of the city and the fifth appointed by the labor unions or syndicates provided that such representative reside within the city limits. If any of such groups fails to choose its representative, when requested to do so, the council, upon a resolution to that effect, may itself choose the representatives of the defaulting groups.

Town-
planning
commis-
sion.

Nomina-
tions.

Les nominations faites par les différents groupements devront cependant être ratifiées par le conseil, ce dernier tenant compte, d'après l'opinion de ses membres, des qualités requises pour en faire partie.

The appointments made by such various groups must however be ratified by the council, the latter taking into account the opinion of its members as to the qualifications for membership on the commission.

Appoint-
ments.

Durée.

Cette commission est constituée pour le temps déterminé par le conseil.

Such commission shall be constituted for such time as the council may determine.

Duration.

Fonctions
gratuites,
etc.

Les membres de cette commission resteront en fonction durant bon plaisir, et leurs services sont gratuits.

The members of such commission shall remain in office during pleasure and shall serve gratuitously.

Gra-
tuitous
services.

Attributions, etc.	Les attributions, pouvoirs et devoirs de cette commission seront définis par des règlements adoptés à cette fin par le conseil. Sur demande du conseil, elle devra lui rendre compte de ses travaux et de ses décisions en lui transmettant des rapports signés soit par son président, soit par la majorité de ses membres.	The attributions, powers and duties of the commission shall be defined by by-laws adopted for such purpose by the council. On request from the council, the commission shall render it an account of its works and decisions by transmitting to it reports signed either by its chairman or by the majority of its members.	Attributions, etc.
Secrétaire.	Le conseil pourra exiger par simple résolution, que la commission ait un secrétaire pour rédiger le procès-verbal de ses délibérations et lui en transmettre copie pour telle période qu'il indiquera, et ce, dans les huit jours de toute délibération ou assemblée.	The council may require, on mere resolution, that such commission have a secretary to draw up minutes of its proceedings and deliver to it copies thereof for such time as it may fix, such delivery to be made within eight days after any proceeding or meeting.	Secretary.
Approbation.	Tout projet comportant une dépense de deniers devra au préalable être autorisé par le conseil.	Any project involving expenditure of money shall be previously approved by the council.	Approval.
Commission du tourisme.	6Se. Le conseil est autorisé à instituer par règlement, une commission du tourisme composée de cinq membres, dont un échevin et un représentant des compagnies dont les terrains miniers sont en exploitation dans la cité, et les autres choisis parmi les citoyens de la cité ayant, dans l'opinion du conseil, les qualités requises pour en faire partie.	6Se. The council is authorized to establish by by-law a tourist commission composed of five members, one of whom shall be an alderman and one a representative of the companies whose mining lands are operated in the city and the others chosen from among the citizens of the city who, in the opinion of the members of the council, are qualified to be members thereof.	Tourist commission.
Durée.	Cette commission est constituée pour le temps déterminé par le conseil.	Such commission shall be constituted for such time as the council may determine.	Duration.
Services gratuits.	Les membres de cette commission resteront en fonction durant bon plaisir, et leurs services sont gratuits.	The members of such commission shall remain in office during pleasure and serve gratuitously.	Gratuitous services.
Attributions, etc.	Les attributions, pouvoirs et devoirs de cette commission seront définis par des règlements adoptés à cette fin par le conseil. Sur demande du conseil, elle devra lui rendre compte de ses travaux et de ses décisions en lui transmettant des rapports signés soit par son président, soit par la majorité de ses membres.	The attributions, powers and duties of the commission shall be defined by by-laws adopted for such purpose by the council. On request from the council, the commission shall render it an account of its works and decisions by transmitting to it reports signed either by its chairman or by the majority of its members.	Attributions, etc.
Secrétaire.	Le conseil pourra exiger par simple résolution, que la commission ait un secrétaire pour rédiger le procès-verbal de ses délibérations et lui en transmettre copie pour telle période qu'il indiquera et ce, dans les huit jours de toute délibération ou assemblée.	The council may require, on mere resolution, that such commission have a secretary to draw up minutes of its proceedings and deliver to it copies thereof for such time as it may fix, such delivery to be made within eight days after any proceeding or meeting.	Secretary.
Approbation.	Tout projet comportant une dépense de deniers devra au préalable être autorisée par le conseil, mais le montant total ne devra pas excéder annuellement la somme de deux mille dollars."	Any project involving expenditure of money shall be previously approved by the council, but the total amount shall not exceed in each year the sum of two thousand dollars."	Approval.

S.R.,
c. 233,
a. 135,
rempl.
pour la
cité.

4. L'article 135 de la Loi des cités et villes remplacé, pour la cité, par l'article 3 de la loi 14 George VI, chapitre 90, et remplacé par l'article 3 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 85, est de nouveau remplacé, pour la cité, par le suivant:

Confection de la liste.

"135. Dans l'année où se tient une élection générale, avant le premier septembre, le greffier dresse ou fait dresser sous sa direction, de la manière ci-après indiquée, une liste, pour la municipalité, des personnes inscrites sur le rôle d'évaluation, ainsi que sur le rôle de perception des taxes de la municipalité et possédant le cens électoral requis. Elle demeure en vigueur jusqu'à ce qu'une nouvelle liste soit confectionnée au cours de l'année où se tiendra l'élection générale suivante."

S.R.,
c. 233,
a. 398a,
aj. pour
la cité.

5. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en ajoutant après l'article 398, le suivant:

Amende.

"398a. Cependant, dans le cas d'infraction aux règlements de fermeture des magasins, l'amende imposée peut être de cent à deux cents dollars et les frais, et à défaut du paiement de l'amende et des frais, l'emprisonnement peut être de un mois à trois mois; et le conseil peut aussi décréter comme peine l'amende et l'emprisonnement à la fois."

S.R.,
c. 233,
a. 430a,
aj. pour
la cité.

6. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en ajoutant après l'article 430, le suivant:

Ententes.

"430a. La cité est autorisée à négocier avec les municipalités adjacentes des ententes pour une durée de cinq ans dans le but de rendre plus efficace l'application du plan directeur et accepté par la cité.

Limitation.

Ces ententes ne peuvent être que pour le prolongement au-delà des limites de la cité, des rues, avenues, boulevards et places publiques apparaissant au plan directeur.

Autorisation.

Les municipalités adjacentes sont autorisées à conclure ces ententes, et elles comprennent les municipalités de la partie sud du canton de Thetford, la municipi-

4. Section 135 of the Cities and Towns Act, as replaced for the city by section 3 of the act 14 George VI, chapter 90, and replaced by section 3 of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 85, is again replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 135,
replaced
for city.

"135. Prior to the first day of September, in the year in which a general elections is held, the clerk shall prepare or cause to be prepared under his direction, in the manner hereinafter mentioned, a list for the municipality of the names of persons entered on the valuation roll as well as on the collection roll of the municipality and qualified to be entered upon the electors list. Such list shall remain in force until a new one is prepared during the year in which the next general election will be held."

Preparation of list.

5. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after section 398, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 398a,
added
for city.

"398a. However, in the case of an infraction of the by-laws respecting the closing of stores, the fine imposed may be from one hundred to two hundred dollars, and costs, and in default of payment of such fine and costs, the imprisonment may last from one to three months; and the council may also order, as a penalty, both fine and imprisonment."

Fine.

6. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after section 430, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 430a,
added
for city.

"430a. The city is authorized to negotiate with bordering municipalities, agreements for a five year term, with a view to rendering more effective the carrying out of the master plan, and accepted by the city.

Agreements.

Such agreements shall be for the sole purpose of extending beyond the city limits, the streets, avenues, boulevards and public places shown on the master plan.

Limitation.

The bordering municipalities are authorized to make such agreements, and they shall include the municipalities of the southern part of the township of Thet-

Authorization.

palité de la Rivière Blanche et la municipalité de Saint-Joseph de Coleraine.”

ford, the municipality of Rivière Blanche and the municipality of Saint-Joseph de Coleraine.”

Prêt
autorisé.

7. Subordonnement à l'approbation des électeurs propriétaires, obtenue conformément aux dispositions des articles 399 et suivants de la Loi des cités et villes, et avec l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec, la cité pourra prêter à Lynn MacLeod Metallurgy Limited, de Thetford Mines, forcée de quitter ses locaux actuels à cause de l'expansion minière, en outre des avantages déjà concédés à cette compagnie par la cité en vertu des dispositions de la loi 10 George VI, chapitre 64, tel qu'amendée par la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 73, article 3, une somme additionnelle n'excédant pas trois cent cinquante mille dollars afin de conserver cette industrie dans les limites de la cité.

7. Subject to the approval of the elector-proprietors, obtained in conformity with the provisions of section 399 and following of the Cities and Towns Act, and with the previous approval of the Quebec Municipal Commission, the city may loan to Lynn MacLeod Metallurgy Limited, of Thetford Mines, obliged to leave its present premises on account of mining expansion, in addition to the advantages already granted to such company by the city under the provisions of the act 10 George VI, chapter 64, as amended by the act 1-2 Elizabeth II, chapter 73, section 3, an additional sum not exceeding three hundred and fifty thousand dollars, in order to keep such industry in the city.

Loan au-
thorized.

Emprunt
à cette fin.

A cette fin, la cité de Thetford Mines est autorisée à emprunter une somme n'excédant pas trois cent cinquante mille dollars (\$350,000.00) aux mêmes conditions que celles prévues par la loi 10 George VI, chapitre 64, et son amendement, avec en plus le droit de prêter sur première hypothèque à ladite compagnie Lynn MacLeod Metallurgy Limited. La somme ci-dessus comprend tous les frais de finance et d'administration et lesquels seront supportés par ladite compagnie Lynn MacLeod Metallurgy Limited.

For that purpose, the city of Thetford Mines is authorized to borrow a sum not exceeding three hundred and fifty thousand dollars (\$350,000.00) on the same conditions as those provided by the act 10 George VI, chapter 64, and its amendment, with the additional right to lend on first hypothec to the said Lynn MacLeod Metallurgy Limited. The aforesaid sum shall include all financing and administration costs, such costs to be borne by the said Lynn MacLeod Metallurgy Limited.

Borrow-
ing for
such pur-
pose.

Fonds
industriel.

8. En outre des pouvoirs pour fins industrielles déjà conférés à la cité et ceux contenus à l'article précédent, et nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, la corporation de la cité de Thetford Mines est autorisée à créer un fonds industriel d'un montant n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars (\$450,000.00), pourvu que le règlement décrétant la création de ce fonds ait reçu toutes les approbations requises par la loi pour les règlements d'emprunt.

8. In addition to the powers for industrial purposes already granted to the city and contained in the preceding section, and notwithstanding any general law or special act to the contrary, the corporation of the city of Thetford Mines is authorized to establish an industrial fund not exceeding the amount of four hundred and fifty thousand dollars (\$450,000.00), provided that the by-law enacting the establishment of such fund has received all the approvals required by law for loan by-laws.

Industria
fund.

Emprunt
à cette fin.

Si ce règlement reçoit les approbations requises par la loi, le conseil de la cité est autorisé, sujet à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales, à faire un ou des emprunts dont le total

If such by-law is granted the approvals required by law, the city council is authorized, subject to prior approval of the Quebec Municipal Commission and of the Minister of Municipal Affairs, to make one or more loans not exceeding the total

Borrow-
ing for
such pur-
pose.

n'excédera pas quatre cent cinquante mille dollars (\$450,000.00) pour acquérir à l'amiable ou par expropriation, construire, entretenir, vendre ou louer, des immeubles qui serviront en tout ou en partie, à des fins municipales ou industrielles, et pour consentir, à même le fonds industriel, des prêts hypothécaires pour l'établissement d'industries qui seront à l'avantage de toute la population.

Vente ou location.

La cité est autorisée à vendre ou à louer le ou lesdits immeubles, aux conditions qu'elle déterminera, pourvu que le prix de vente ne soit pas inférieur au coût desdits immeubles, payé par la cité, et que le prix de location ne soit pas moindre que le montant représentant le service de la dette sur le ou lesdits emprunts contractés pour l'acquisition ou l'érection desdits immeubles.

Emploi des sommes perçues.

Tout l'argent provenant de ces ventes ou louages devra être employé à l'extinction des obligations contractées par la cité à ce sujet, et au paiement du capital et des intérêts et des autres dépenses et frais légitimes occasionnés à ce sujet, y compris les dépenses d'entretien et d'amélioration des bâtisses et terrains acquis en vertu des présentes dispositions. Le surplus de cet argent devra être déposé dans un fonds spécial dont l'utilisation partielle ou complète sera soumise à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec.

Garantie.

La cité devra exiger que tout prêt consenti par elle en vertu des présentes dispositions, soit garanti par première hypothèque sur les terrains et les bâtisses, et aussi sur la machinerie, laquelle pourra garantir la créance de la cité à l'égal des immeubles.

Acquisition.

Advenant le cas où la cité serait obligée de protéger sa créance, elle pourra acquérir les immeubles hypothéqués en sa faveur, de même que la machinerie, et ensuite, les revendre ou louer; le prix de revente ou de location devra être approuvé par la Commission municipale de Québec et sera consacré uniquement au remboursement de l'emprunt, sauf si la Commission municipale de Québec permet d'en disposer autrement.

Pouvoir d'emprunt sauvegardé.

Le ou les emprunts pour les fins du fonds industriel n'affecteront pas le pouvoir d'emprunt de la corporation de la

of four hundred and fifty thousand dollars (\$450,000.00) to acquire by private agreement or expropriation, build, maintain, sell or let immoveables to serve in whole or in part for municipal or industrial purposes, and to grant, out of the industrial fund, hypothecary loans for establishing industries which will be advantageous to the whole population.

The city is authorized to sell or let the said immoveable or immoveables, on conditions determined by it, provided that the selling price be not less than the cost of the said immoveables, as paid by the city, and that the rental price be not lower than the amount representing the service of the debt on the said loan or loans contracted for acquiring or erecting the said immoveables.

Sale or rent.

All the money from such sales or rents shall be used for extinguishing the obligations contracted by the city in this respect, and for the payment of capital and interest and other expenses and legitimate costs occasioned in this respect, including the expenses for the maintenance and improvement of the buildings and lands acquired under these provisions. The surplus of such money shall be deposited in a special fund the partial or complete use of which shall be subject to prior approval by the Quebec Municipal Commission.

Use of sums collected.

The city shall require that any loan granted by it under these provision be secured by first hypothec on the lands and buildings and also on machinery, which may secure the claim of the city as well as with the immoveables.

Security.

Should the city be obliged to protect its claim, it may acquire the immoveables hypothecated in its favour, as well as the machinery and afterwards resell or rent the same; the resale or rental price must be approved by the Quebec Municipal Commission and shall be used exclusively for the reimbursement of the loan, unless the Quebec Municipal Commission permits it to be otherwise disposed of.

Acquisition.

Such loan or loans for the purposes of the industrial fund shall not affect the borrowing powers of the corporation of

Borrowing power not affected.

cité de Thetford Mines pour des fins municipales. the city of Thetford Mines for municipal purposes.

Pension autorisée.

9. La cité est autorisée à payer à Alphonse Aubin, de Thetford Mines, et ancien employé de la cité pendant au-delà de trente ans, une pension mensuelle de cinquante dollars, sa vie durant. Les paiements faits à monsieur Aubin dans le passé sont déclarés valides.

9. The city is authorized to pay to Alphonse Aubin, of Thetford Mines, a former employee of the city for over thirty years, a monthly pension of fifty dollars, during lifetime. The amounts paid in the past to Mr. Aubin are declared valid.

Pension authorized.

Entrée en vigueur.

10. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

10. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.